Édition spéciale de NOUVELLES CSN 8 mai 1990



55e Congrès Montréal



A la conquête de nos milieux de travail

«Nous nous engageons à relever dans les prochaines années un défi essentiel: L'amélioration de la qualité des produits et des changer, adapter nos lieux de travail pour les rendre aptes à rencontrer les nomservices, la mise en valeur breuses exigences qui les confrontent», déclarait Gérald Larose à l'ouverture des capacités intellecdu 55e Congrès de la CSN. Le président de la CSN poursuivait ainsi une tuelles et manuelles idée mise de l'avant il y a longtemps et affermie au cours des années: des travailleuses et des travailleurs celle de chercher à gagner de plus en plus d'emprise sur nos lieux de faisaient partie des travail et notre quotidien. Cette volonté de la CSN s'inscrit dans une préoccupations culture, présente dès ses origines, de respect de la dignité du travail du Congrès de 1985. et de démocratisation des lieux de travail. Par exemple, en 1980, le 50e Congrès de la CSN déclare que le rénégociation constitue un carcan pour les revendications des travailleuravailleurs. Les syndicats doivent se contenter de protéger leur pouvoir at, alors qu'ils devraient négocier ou traiter des grands enjeux de l'économie afin d'assurer la protection de l'emploi, constate-t-il; il faut absolument élargir le régime de négociation. Changements technologiques té de coordination des négociations.

C'est à ce moment-là que, dans le but de préparer des revendications communes aux fédérations des différents secteurs, la CSN met sur pied son propre comi-

> Poursuivant dans cette voie, la CSN réclame, lors de son 51 e Congrès, plus de

pouvoirs pour les travailleuses et travailleurs sur leurs conditions de travail: «Il faudra faire preuve d'imagination et d'audace en adaptant mieux la forme, la structure de nos organisations syndicales aux nouvelles formes de la division du travail, à la structure des entreprises», ditelle. Les milieux de travail sont alors bouleversés par les changements technologiques; la CSN en fait un objet de négociation.

Plus loin

Le congrès suivant va plus loin: il engage résolument la

(Suite à la page 6)

billet

Madame la marquise...

«Tout va très bien, madame la marquise...».
C'est le titre d'une vieille chanson dont on retrace l'origine à l'époque de la Révolution française.
Comtes, duchesses, marquis et autres militants et militantes du jabot et de la dentelle se convainquaient en effet mutuellement que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Jusqu'au moment où cela se mit à aller tellement mal qu'ils en perdirent pour la plupart la tête.

La semaine dernière, M. Brian Mulroney voyageait dans les Maritimes. De passage au pays d'Acadie, il déclara que les chômeurs acadiens «avaient l'air heureux». Visiblement, ces derniers n'avaient pas été consultés avant que de façon péremptoire, on les déclare dans cet état de grâce.

C'est avec des déclarations aussi méprisantes qu'on se retrouve à la tête d'un gouvernement qui jouit d'un taux de satisfaction de 16% dans l'ensemble du Canada.

Le même M. Mulroney montrait la porte, samedi, aux députés québécois de son parti qui ne veulent pas voir le gouvernement reculer sur la question du Lac Meech. Question: N'est-il pas superflu, dans une maison en démolition, de montrer la porte à quelqu'un?

P.S.

Monsieur Richard

Maurice Richard continue de scorer; cette fois dans ses propres buts. Commentant le livre publié par un autre grand hockeyeur, Guy Lafleur, il écrit dans La Presse: «Je n'ai pas lu son livre, mais je pense qu'il va trop loin».

Michel Rioux





Coordination:

Jean-Pierre Paré.

Rédaction:

Jean-Anne Bouchard, Michel Crête, Guy Ferland, Louis-Serge Houle, Henri Jalbert, Thérèse Jean, Luc Latraverse, Lucie Laurin, Jean-Pierre Paré, Michel Rioux, Jacqueline Rodrigue. **Photographes**: Alain Chagnon, Robert Fréchette. Caricaturiste:

Garnotte.

Conception graphique:

Jean Gladu.

Montage électronique:

Henri Jalbert, Jean Gladu, Jean-Pierre Paré.

Impression:

Imprimerie CSN Crieuses:

Céline Hardy, Annick Ouellette.

Le Quotidien du Congrès est imprimé à 2,500 copies et distribué gratuitement aux congressistes pour leur information et leur plaisir... La contribution financière de la Caisse populaire des syndicats nationaux de Montréal et celle de la Caisse des travailleurs et travailleuses réunis de Québec en a rendu possible l'impression en deux couleurs. Merci.

«Il n'y a pas de doute: la période actuelle est très intéressante. remplie d'enthousiasme et d'espoir. Mais les modifications que nous connaissons aurons un impact à l'Ouest aussi. Nous pourrions tous nous retrouver rapidement dans une situation de concurrence parce que la main-d'oeuvre de l'Est demeure bon marché. Dans un tel contexte, la solidarité internationale devient fondamentale.»

nvitée de la CSN à son 55e Congrès, Madame Éva Baranyai est chef du département international de la Confédération nationale des syndicats hongrois, organisation qui représente trois millions de membres.

«Oui, nous avons besoin de votre expérience
pour approfondir notre rôle et nos tâches dans une
économie de marché, affirme-t-elle volontiers, en
entrevue. Par exemple,
nous avons besoin d'acquérir l'expérience pratique de la négociation. Votre expertise nous est nécessaire et nos solidarités
sont essentielles pour protéger nos membres de part
et d'autre.»

L'impact des changements à l'Est

Les changements survenus en Hongrie ont modifié profondément la fonction des syndicats, les ramenant à leur rôle fondamental de protection des intérêts des tra-

«Votre expertise nous est nécessaire, nécessaire, nos solidarités sont essentielles »

vailleuses et travailleurs. Toutefois, cela fait partie d'un processus, engagé depuis deux ans, qui doit être complété. Le syndicalisme hongrois est donc convié à se reconstruire dans une nouvelle conjoncture, mais avec une histoire et une tradition centenaires.

«En 1989, nous avons déclaré notre indépendance par rapport à l'État et institué un processus démocratique visant l'expression plus directe des intérêts des membres. Le Conseil central des syndicats de Hongrie est devenu la Confédération nationale des syndicats de Hongrie. Nous avons procédé à plusieurs modifications de notre constitution et de notre structure. Nous avons perdu des adhérents mais notre représentation est peut-être plus réelle, explique-t-elle. Nous demeurons une grande force sur le terrain politique et dans le nouveau contexte, c'est important puisque pour les salarié-es, de nouveaux problèmes feront leur apparition.

«Le passé fait que certaines personnes ne sont pas convaincues de l'importance d'adhérer à une organisation syndicale. Mais comme ici, l'organisation syndicale est primordiale, car aucune autre organisation ne pourra permettre l'expression organisée des intérêts des salarié-es et les défendre.»

L'Europe de 1992

«Avant, il pouvait y avoir apparence d'unité syndicale au sein du bloc communiste.mais l'URSS se donnait un rôle de direction et, bien souvent, elle a décidé de la voie à prendre. Avec les transformations profondes qui se vivent à l'Est, nous serons tous confrontés aux mêmes problèmes. Il nous faudra nécessairement parler ensemble de notre situation et développer des liens plus serrés.

«Au-delà de l'Est, c'est toute l'Europe centrale qui sera affectée par ces modifications. Dans le projet d'Europe économique de 1992, notre situation devra être prise en considération. En Allemagne, nous pouvons nous attendre à une unification des forces syndicales. Pour ce qui est de l'URSS, les interrogations demeurent», de poursuivre Éva Baranyai.

Et c'est sur ce beau proverbe de chez elle que nous laisse Éva Baranyai: «La chasse aux canards sauvages est très intéressante, mais pas pour le canard.»



Au-delà de la tolérance

ladimir Ruba est yougoslave. Il est arrivé au Québec à l'âge de sept ans avec ses parents et un frère. Le père est parti de Yougoslavie en 1956 pour se rendre en Italie. Les autres membres de la famille sont allés le rejoindre là. Après y avoir vécu un an, il quitte l'Italie pour la France. Deux ans plus tard, son frère, qui est déjà établi au Québec, le fait venir avec sa famille.

C'est à l'école française que les parents Ruba inscriront leurs enfants. À l'époque, les immigrant-es pouvaient choisir l'école française ou anglaise. Mais Vladimir et son frère avaient déjà appris le français lors de leur séjour en France.

Vladimir Ruba trouve un emploi chez Velan, à Ville St-Laurent, une usine spécialisée dans la robinetterie nucléaire. Deux cents personnes y travaillent actuellement, mais à la fin des années 70, il y en avait plus de quatre cents. La caractéristique de la main-d'oeuvre est d'être pluriethnique. On dénombre vingt-huit nationalités différentes.

«Parfois, c'est une vraie tour de Babel, mais avec le temps, les choses se sont améliorées, souligne Vladimir Ruba. Quatre-vingts pour cent du personnel est d'origine immigrante. En plus de parler notre langue d'origine, on parle soit le français, soit l'anglais. Plusieurs travailleurs sont aussi analphabètes. Pendant longtemps, nous avons eu des problèmes de communication dans l'entreprise. Les assemblées syndicales se déroulaient ou en anglais ou en français. La salle était formée de petits groupes qui se rassemblaient selon les nationalités.

Comme certains ne comprenaient pas la langue dans laquelle se déroulait l'assemblée, la traduction se faisait un peu partout dans la salle au fur et à mesure. Cela devenait rapidement un vrai chaos.

«Maintenant, c'est mieux. Nous avons décidé de faire des assemblées syndicales bilinques, et c'est d'en avant que la traduction se fait. Cette nouvelle méthode permet à tout le monde de suivre et d'avoir la même information. Nous avons adopté le même procédé pour ce qui est de l'information écrite que nous faisons circuler. Cela ne règle pas entièrement le problème, mais ça contribue à améliorer la situation. Un peu tout le monde a mis de l'eau dans son vin, et on se respecte davantage entre nous.»

Il y a déjà quinze ans que Vladimir Ruba travaille chez Velan. Il se rappelle certaines batailles épiques qui survenaient auparavant entre les travailleurs de différentes nationalités. «Souvent la bataille commençait à propos d'un problème relié au travail, mais je pense qu'elle était politique en même temps. Lors du référendum, c'était épouvantable dans l'usine. Il y avait vraiment le camp du oui et celui du non, et chacun défendait ardemment le sien. Depuis, ça c'est pas mal calmé. Mais présentement, avec le lac Meech. inévitablement ça tend à recom-

"Veut, veut pas, le syndicat est obligé de s'en mêler. Non de tenter de donner une ligne politique directrice aux gens, mais à tout le moins, de donner l'information la plus objective possible, d'aider à ne pas partir en peur. La plupart des immigrants qui travaillent ici ont peur de la séparation du Québec. C'est dans l'inquiétude qu'ils vivent tous ces débats. Ils ont peur de perdre tout ce qu'ils ont. Cela crée finalement beaucoup de tensions entre les gens dans l'entreprise. Syndicalement, nous devons donc les rassurer, leur permettre de faire leurs choix en connaissance de cause, et par conséquent permettre aux gens de pouvoir continuer à se parler et à faire les débats sereinement.»



Vladimir Ruba

Des femmes qui prennent leur place



Aujourd'hui, sur un groupe de 635 métallurgistes, on compte 55 femmes à l'usine Reynolds du Cap-de-la-Madeleine. Et comme ça arrive souvent dans un milieu de travail composé d'un très fort contingent d'hommes, l'intégration des femmes s'est heurtée à des préjugés bien ancrés.

Il y a 14 ans, Louise Noël, aujourd'hui opératrice de pont roulant, entrait à l'aluminerie. Agée d'à peine 19 ans, elle pensait y travailler seulement un an. Les années ont passé rapidement et, comme ça arrive dans la vie, elle est finalement restée à l'emploi de l'entreprise, et ce en dépit des mentalités à affranchir des préjugés.

«Ils n'avaient jamais vu ça! Ils ne pensaient pas que nous étions capables de faire l'ouvrage. Mais nous avons prouvé le contraire! Aujour-d'hui, nous pouvons affirmer que, même s'il reste encore à faire, nous sommes acceptées par l'ensemble des travailleurs.» La bataille des travailleuses de Reynolds a aussi porté sur l'équité salariale entre les femmes et les hommes. Et après quelques années de luttes, cette équité a été atteinte, en 1987.

En grève

Nos camarades de Reynolds sont en grève depuis le 2 avril dernier et les négociations achoppent principalement sur l'ancienneté, les augmentations de salaire, les mouvements de personnel, la protection des emplois et le recours à la sous-traitance.

notre monde

Denise Guillet

La maîtrise des éléments

J'ai toujours aimé l'eau.
Quand j'étais petite, ma
mère m'amenait souvent
à la piscine municipale.
Paraît que c'est le seul endroit où
j'étais pas tannante...»

Denise Guillet n'aime pas seulement faire de la planche à voile, elle aime en parler. Préposée à l'administration des contrats à la Société mutuelle d'assurance-vie Les Coopérants, elle est devenue véliplanchiste un peu comme elle a commencé à militer dans son syndicat: plusieurs sessions, mais surtout la force d'attraction des éléments

Dans le syndicalisme, l'élément est constitué, entre autres, de luttes pour la défense et l'amélioration des conditions de travail. «Avant de militer, en 1976, je n'avais jamais ouvert ma convention collective, dit-elle en riant. Mais au retour d'un conflit, alors que plusieurs militants avaient quitté, nous faisions face à un employeur qui avait adopté une attitude vindicative. Je me suis impliquée et on m'a élue présidente.

«Sur la planche à voile, tu dois être très attentive, demeurer concentrée et éviter tout faux mouvement. Il faut constamment surveiller la direction du vent. Sinon, tu peux te retrouver dans une position fâcheuse. C'est toi, l'eau, le vent. Quand tu arrives à maîtriser les éléments, tu es fière et contente».

De son sport favori, Denise Guillet aime également la tranquilité, le vide. «Contrairement à la randonnée en bateau à moteur, il n'y a pas d'autre bruit que le vent qui souffle. Sur l'eau, c'est la détente totale. Quand tu fais de la planche



Denise Guillet

à voile, tu ne peux penser à rien d'autre.»

Si Denise avait un conseil à donner aux futurs véliplanchistes, c'est de garder son calme. «Il faut se donner le temps et les moyens pour réussir. Après quelques cours, la technique s'acquiert par la pratique.»

La planche lui a fait découvrir le voilier. «La différence, c'est que tu n'es pas seule sur l'embarcation. Mais la sensation reste la même. C'est le contact direct avec les éléments.»

Après la voile? «Je pense depuis quelque temps à la plongée sousmarine.» Peut-on espérer un contact plus direct avec l'eau? CSN à investir les lieux de travail. La démocratisation des leviers économiques occupe une part importante des débats. On parle de faire servir la Caisse de dépôt et placement, les REER collectifs et les caisses de retraite au développement du Québec. Pour ce faire, il faut exercer un contrôle syndical sur le type d'investissements.

Quant aux changements technologiques, on déclare qu'ils peuvent être des instruments de progrès social et des facteurs d'accroissement des richesses de la société, à condition d'être assumés collectivement. Mais jusqu'ici, les travailleuses et travailleurs en ont fait les frais. Afin de reprendre le contrôle sur l'organisation du travail et sa finalité, ceux-ci doivent revendiquer l'accès à l'information sur l'évolution de l'entreprise et sur sa situation économique.

C'est au cours de ce congrès qu'il est décidé de créer un REER collectif avec un contrôle syndical.

Porter notre projet

Au cours d'un congrès spécial tenu en 1985, la CSN élargit ses préoccupations sociales: «Il nous faut porter, au sein de l'entreprise ou de l'institution, notre projet social et démocratique.» Il est alors question d'amélioration de la qualité des produits et services et de mi-



Il nous faut bénéficier de plus d'espace de démocratie sur les lieux de travail pour infléchir les choix des entreprises et des institutions. Les 1 200 techniciens ambulanciers ont formé des coopératives de travail dans plusieurs régions pour avoir une meilleure prise sur leur travail.

se en valeur des capacités manuelles et intellectuelles des travailleuses et travailleurs.

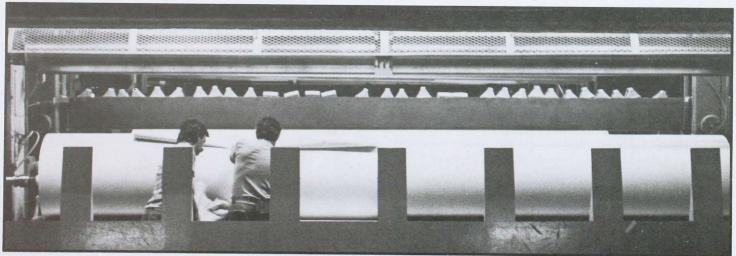
Inquiet des mutations qui bouleversent les milieux de travail et sur lesquelles les employé-es n'ont guère d'emprise, le 53e Congrès désigne la formation, le recyclage et le perfectionnement comme moyens pour les travailleuses et travailleurs de se réapproprier le sens et la finalité de leur travail.

Infléchir les choix

Le 54e Congrès poursuit la réflexion en cherchant à définir l'action syndicale la plus appropriée aux nouvelles stratégies patronales. Il lui apparaît que les travailleuses et travailleurs doivent bénéficier de plus d'espace de démocratie sur leurs lieux de travail pour infléchir les choix et les décisions des entreprises ou des institutions afin de garantir le maintien et la promotion d'emplois durables, bien rémunérés, de qualité et socialement utiles.

Encadrer et orienter

L'actuel congrès revient à la charge: la convention collective, ditil, doit moins définir des normes et des règles, qu'encadrer et orienter le déroulement des activités, la solution des problèmes et la protection des droits. «Rien dans le milieu de travail ne devrait demeurer étranger au syndicat et à la convention collective», déclarait Gérald Larose, à l'ouverture du congrès.



Des changements technologiques massifs ont été introduits dans tous les secteurs de l'activité économique, par exemple dans l'industrie du papier. Dès 1984, le congrès déclarait qu'ils pouvaient être un

facteur de progrès social, mais que les travailleuses et les travailleurs devaient en être. Cela doit donc faire objet de négociation. GARNOPTE

PAUVRES RICHES

ET ANTRES CONTRADICTIONS





À chaque parution de *Nouvelles CSN*, vous sautez littéralement sur le journal pour aller vous régaler de ses caricatures. Plusieurs d'entre elles, nous sommes tous d'accord là-dessus à l'équipe de l'information, sont tout simplement époustouflantes, pour ne pas dire géniales, tant par le contenu de leur message que par la qualité du dessin. Tandis que les autres, il faut bien l'écrire, sont carrément pissantes...

Eh bien! Réjouissez-vous, rigoleurs et rigoleuses: Garnotte sort aujourd'hui même son premier album de bandes dessinées, *Pauvres riches et autres contradictions*, qu'il offre en primeur aux congressistes de la CSN. C'est plein d'histoires très «songées», parsemées de *flashes* parfois éblouissants, ce qui ne les empêche pas d'être souvent intriguantes. La question qui nous revient le plus souvent à l'esprit étant d'ailleurs: «Comment a-t-il bien pu imaginer ça?»

En vente dès aujourd'hui au kiosque du Centre de documentation (aile est du 4e étage), pour seulement \$9.95. À ce prix-là, il ne se mettra pas riche, mais il ne sera pas en contradiction avec lui-même non plus.

P.S.: Mais bien sûr que Garnotte sera lui-même présent pour vous serrer la pince, faire la jasette et vous dédicacer son album: entre 13 et 15 heures. Dites-lui que vous l'aimez, vous aussi...

Questionnaire

Le comité CSN des lesbiennes et des gais invite **tous** les congressistes à répondre au questionnaire qui vous sera distribué aujourd'hui. Le comité annonce également qu'il y aura, demain mercredi, une rencontre pour les lesbiennes et les gais, mais à laquelle toute personne que le dossier intéresse est également invitée. Il y sera notamment question de la démarche du comité dans ses travaux.

Le saviez-vous?

Au cours de la dernière année, plus de 1,200 techniciens ambulanciers ont décidé de prendre en mains leurs entreprises pour forcer une amélioration du service ambulancier au Québec. À Montréal, Québec, Chicoutimi, dans la Montérégie et en Mauricie, ils se sont formés en coopératives de travail, auxquelles s'est associée la Caisse des travailleuses et travailleurs réunis de Québec en mettant à leur disposition plus de 20 millions\$.

QUIZ

7. Dans son mémoire concernant l'avant-projet de loi sur les normes minimales du travail, la CSN revendique:

a) la constitution d'une caisse québécoise de congés parentaux financés par le gouvernement, les salariés et les employeurs;

b) que le taux du salaire minimum soit porté à \$6.00 l'heure;

 c) que la durée normale du travail soit fixée à huit heures par jour et quarante heures par semaine;

d) quatre semaines de vacances annuelles après un an de service;

e) toutes ces réponses sont bonnes.

8. La CSN a analysé que le déclin de l'industrie québécoise de la pêche maritime et de ses usines de transformation était dû surtout:

a) au fait que les pêcheurs du Québec n'ont pas accès depuis 1977 à la zone frontière canadienne de pêche de 200 milles;

b) au goût culinaire des Québécois qui n'aiment pas beaucoup le poisson;

c) à la diminution du niveau des lacs, causée par les faibles précipitations des dernières années;

d) à une réglementation trop sévère quant au nombre de lignes à pêche permis par pêcheur;

e) à l'augmentation du taux de mercure dans les eaux québécoises.

Réponses

7: e

8: a

(Questions tirées de travaux réalisés par le Service de recherche CSN).

Arthur Lamothe nous visite

Arthur Lamothe, cinéaste progressiste et grand conteur né, nous fera le plaisir et l'honneur de nous visiter demain midi, à l'occasion de la projection de son célèbre film *Le mépris n'aura qu'un temps*. Il en fera lui-même la présentation et se fera sûrement un plaisir de répondre à vos questions et commentaires par la suite. C'est à midi, au kiosque du centre de documentation, aile est du 4e étage.

AFORMATION.

Un conseil central qui forme en information

une des caractéristiques de la CSN, c'est le regroupement des syndicats sur une base régionale. Car si les travailleuses et les travailleurs vivent des problèmes qui se situent au niveau des milieux de travail, partagent des préoccupations reliées à leur emploi ou à leur profession, il y a place pour rendre compte de la vie régionale et des sujets qui préoccupent l'ensemble de la communauté.

Quoi de mieux, dans cette perspective, qu'un journal publié par le conseil central pour rejoindre les syndicats sur son territoire afin de les informer des luttes qui s'y mènent, des campagnes qui s'y organisent, des solidarités qui s'y développent?

Plusieurs conseils centraux publient plus ou moins régulièrement un journal d'information. Le conseil central de Montréal est sans doute celui qui le fait avec le plus de régularité et depuis le plus longtemps. (Rappelons que le journal *La vie syndicale* est devenu en 1931 l'organe officiel de la CTCC, après avoir été celui du Conseil central de Montréal depuis le début des années 20.)

Après avoir connu plusieurs noms et des tirages «peut-être trop élevés», avoue le conseiller syndical responsable de l'information Michel Cadorette, *Unité* est distribué à 2 000 exemplaires, à raison de dix parutions par année. La mise en page en est faite par

une salariée, Lise Fontaine, sur ordinateur avec le logiciel approprié (NDLR: le meilleur en la matière...), Page Maker.

Formation

Le conseil central ne fait pas que publier un journal: il offre depuis une dizaine d'années, trois fois par année, des sessions de formation pour la fabrication de journaux de syndicats. «C'est Gérald Larose, à l'époque où il était officier responsable de l'information au conseil central, qui avait mis cette session sur pied», rappelle Michel Cadorette.

La session, de deux jours, rejoint environ une quinzaine de militantes et de militants à la fois. «Plus de la moitié des participants commencent à militer. C'est leur porte d'entrée dans le syndicat», souligne Michel Cadorette. La première journée, on insiste sur le rôle et les tâches des responsables à l'information. «Il faut leur rappeler que l'information doit être reliée à l'exécutif; sans cela, on risque d'avoir des problèmes si le journal se lance dans des mobilisations que la direction du syndicat ne peut pas soutenir».

Au cours de la deuxième journée, c'est la production proprement dite qui est à l'ordre du jour: titres, mise en page, fabrication d'un journal de 4 pages. «On essaie de démystifier comment ça se fabrique, un journal», souligne le conseiller à l'information.

C'est d'ailleurs sensiblement le même contenu que celui livré par le Service de l'information quand des sessions sont organisées dans les régions.



Michel Cadorette et Lise Fontaine, salarié-es au Conseil central de Montréal, travaillent au journal sous l'oeil du vice-président responsable Jean-Pierre Gagnier.

DE CE TEMPS-LÀ

Tellement différents par la forme et le langage, les congrès d'hier et d'aujourd'hui ont néanmoins des préoccupations dont la similitude n'arrête pas d'étonner. L'une d'elles est de développer une vision globale de la société à travers les luttes nécessaires à l'amélioration des conditions de travail, et d'essayer de la faire partager par les décideurs politiques.

l'origine, c'était avec déférence et naïveté qu'on s'adressait aux autorités, comme si l'évidence de quelque problème social suffisait à leur faire entériner la solution proposée. Le ton a certes changé, mais plusieurs préoccupations demeurent actuelles.

La plate-forme

Ainsi, en 1928, le congrès adoptait une «plate-forme de politique non-partisane», dont la première revendication portait sur l'établissement d'un juste salaire et la mise en oeuvre d'assurances sociales pour cette «portion notable de la communauté (qui) continue de souffrir et de se débattre sous les coups du chômage, de la maladie, de la vieillesse». Et l'on demandait aux gouvernements, puisqu'ils ne sont pas liés par «l'égoïsme et l'intérêt personnel», de donner l'exemple aux entreprises privées en payant le juste salaire lors des travaux publics, qu'on souhaitait voir distribués «de manière à procurer du travail pendant les mois de la mortesaison». De même, les municipalités étaient priées de ne pas accorder d'exemptions de taxes aux compagnies sans qu'elles s'engagent à «donner leur travail temporaire ou permanent» aux ouvriers y tenant feu et lieu, et «au salaire d'union de l'endroit».

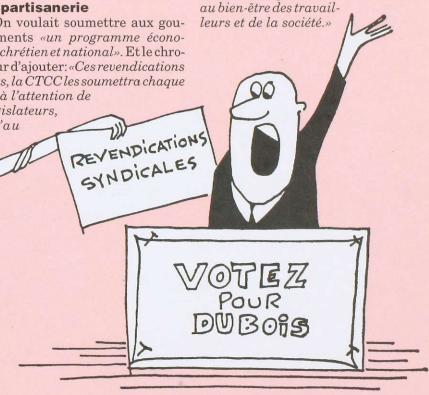
Outre le respect du dimanche et la limitation de l'immigration, cette plate-forme politique demandait encore l'établissement d'un Conseil supérieur économique, l'adoption d'un code du travail, la représentation proportionnelle de la CTCC aux organismes gouvernementaux, l'octroi de subsides aux bureaux de placement syndicaux, et la ratification par Québec et Ottawa des conventions internationales du travail.

Sans partisanerie

On voulait soumettre aux gouvernements «un programme économique chrétien et national». Et le chroniqueur d'ajouter: «Ces revendications sociales, la CTCC les soumettra chaque année à l'attention de nos législateurs, jusqu'au

jour où elles prendront corps dans nos législations. Nous les ferons endosser sans partisanerie politique, par les candidats à l'administration du pays, de la province et de nos villes qui viennent briguer les suffrages ouvriers avec de doucereuses paroles.»

Comme on le voit, l'esprit critique envers les candidats à la chose publique se pointait déjà. Et quelques années plus tard, force était de constater qu'il ne suffisait pas de leur exposer civilement une revendication pour la faire adopter, mais qu'il fallait «d'abord former l'opinion publique» pour que la démocratie puisse fonctionner, les congrès étant vus comme une occasion privilégiée de le faire. Car il faut bien admettre, disait le chroniqueur, que les gouvernements ne se rendent pas toujours en première instance à nos demandes. Constatant que le congrès de 1931 reprenait plusieurs résolutions des années antérieures, il écrivait: «Nos syndiqués sont patients et persévérants. Chaque année, ils reviennent à l'assaut de l'opinion publique et des gouvernants pour faire triompher les revendications sociales et législatives dont ils croient l'acceptation nécessaire



... obtenir une législation conforme aux intérêts des travailleurs

Avec déférence et naïveté à l'origine, la CTCC cherchait à faire endosser ses revendications sociales par les gouvernements, tout en gardant l'esprit critique envers leurs «doucereuses paroles».



Nous voilà au coeur du Plateau Mont-Royal, avec tout ce que comporte une vie de quartier populaire dans la Métropole. Divertissements de jour: magasins de toutes sortes. Divertissements de soir: restaurants, bars, discothèques.

Club de billard du Québec



La salle de billard la plus intéressante à Montréal: à deux pas de la station de métro. Plus de vingt-cinq tables, dont la moitié de *snooker*. Une clientèle de jeunes et d'aînés. Un lieu de rendez-vous pour les jeunes Vietnamiens, particulièrement agiles avec une baguette. À l'arrière, un snack-bar où on peut se procurer *sandwiches*, *hot-dogs et boissons alcoolisées*, ainsi que quelques tables où traînent des jeux d'échec. Endroit tranquille et relaxant pour passer de bons moments. Dix-huit ans et plus.

La binnerie Mont-Royal



Un peu de folkore. Une binnerie, c'est un endroit où on cuisine et vend des beans (ou binnes si vous préférez), le plat national du Québec. La binnerie Mont-Royal est célèbre à cause du film Le Matou. Dans les faits, il s'agit d'un endroit minuscule (moins de 20 places) où on sert des déjeuners copieux et, en cours de journée des plats québécois populaires genre pâté chinois, macaronis, pâté à la viande, sauce blanche. Pour ce qui est des binnes, elles ne sont certainement pas meilleures que celles faites par notre mère, mais elles sont honnêtes ... peut-être un peu sèches.

Le bar Les Bobards

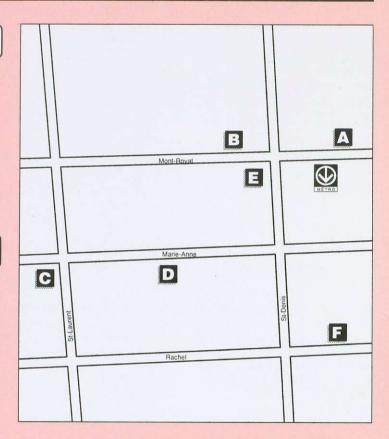


Les Bobards ... un bar à bobards? Disons un joyeux lieu pour prendre une bière et *«placoter»*. Nouvellement créé, il est déjà très populaire auprès des gens dans la vingtaine et la trentaine. L'endroit est vaste et aéré, et la clientèle, hétéroclite. Le décor est simple, mais quelques éléments sont visuellement intéressants, dont une vieille pompe qui sert à l'occasion de baril de bière. On retrouve, au fond, la traditionnelle table de billard et, à l'entrée, ce qui est plus rare, une table de *mississipi*.

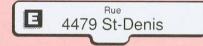
Restaurant chez Doval



Le restaurant préféré du service de l'information de la CSN, qui s'y retrouve occasionnellement pour des libations prolongées. Il s'agit d'un restaurant portugais spécialisé dans les grillades. Le poulet (demandez-le épicé) est un des plats préférés. Le calmar grillé est également très bon. Les poissons sont souvent cuits à l'étuvée. Les vins portuguais disponibles sont très bons. On vous conseille la bagassou - un alcool blanc habituellement servi de façon généreuse - à la fin du repas. L'entrée du restaurant est au coin de Marie-Anne.



Le quai des brumes



Cet établissement de la rue St-Denis est animé jusqu'à tard le soir, quand la clientèle nocturne remplace les magasineurs et magasineuses. Il y a deux bars très populaires à cette adresse. Au rez-de-chaussée, le Quai des brumes qui s'emplit souvent assez tard, après 11 heures. En haut: le Central, un bar sur deux niveaux. Le décor de ces deux bars est de style taverne anglaise. Ce coin de la rue St-Denis est très populaire. On y trouve, ainsi que sur la rue Rachel (côté est), plusieurs bars et restaurants.

Yukio Matsuo sushi traiteur



Un endroit tout-à-fait spécial. On peut y acheter de superbes boîtes de *sushi* (entre 14\$ et 40\$). Ça semble cher au premier abord, mais une petite boîte constitue un repas exceptionnel pour deux personnes et la grosse peut en satisfaire cinq. Tanné-e de manger au restaurant? Alors, organisez une petite soirée d'ami-es à votre chambre en téléphonant la veille chez *Yukio Matsuo sushi traiteur* (523-1085) pour commander votre boîte. Quand vous l'ouvrirez, vous verrez que c'est aussi un régal pour l'oeil. Achetez d'avance une bouteille de saké. Le midi, on sert sur place des petits plats du jour (de 4\$ à 6\$).

MÉTÉO SYNDICALE: Le vent tourne. Ce soir, il souffle sur le stade olympique, mais revient demain de façon définitive sur les lieux du congrès. Il devient (s)électif.

Carmelle sauvée des eaux

Le président du Conseil central du Nord-Ouest, Serge Lefebvre, a procédé à un sauvetage héroïque, dans la soirée de dimanche, alors qu'il a sauvé la vie de Carmelle Perron, qui s'était étouffée avec une branche de grappe de raisin. Interviewé par le Couche-Tard, il déclaré humblement: «J'ai fait ce qu'on doit toujours faire: aider les membres.» Sortez avec Serge, vous êtes en toute sécurité. Le Couche-Tard demande officiellement aux délégué-es des syndicats de techniennes et de techniciens ambulanciers de lui décerner un diplôme de sauveteur.

Portrait robot (suite)

Maintenant que vous avez vérifié si vous faites partie du groupe homme ou du groupe femme, nous allons y aller d'une vérification plus spécifique. Il est bien connu que les deux tiers des salarié-es du secteur public sont des femmes. On pourrait s'attendre à une telle proportion pour l'ensemble des délégué-es de ce secteur. Or, les relevés d'hier montraient que les hommes l'emportent par 56,5% contre 43,5%. Prière de vérifier votre pourcentage représentatif de sang bleu et de sang rose.

Changement de discours

Entendu hier par les oreilles du Couche-tard. Roger Valois, vice-président de la CSN, a déclaré: «C'est comme les Nordiques, le meilleur est à venir». Venant du plus mordu des mordus des partisans des Canadiens, cela constitue vraiment tout un changement de discours. Un autre convaincu des Canadiens, Réjean Boucher (syndicat Perkins Candiac), y est allé d'un petit lapsus du même genre. Commentant la



situation difficile dans laquelle sont les Canadiens, il a glissé: «Faudrait faire comme les Nordiques et miser sur les jeunes.» Décidément, le discours change. Quant à Constant Valois, de Sorel évidemment, (qui a un tatouage des Canadiens sur le coeur ... je l'ai vu!), il a déclaré: «C'est la dernière fois que je montre mon tatouage pendant le congrès.»

Des bateaux, des bateaux!

Les travaux de l'atelier 3 se sont déroulés à une vitesse record. À 11 h 15, tout était réglé et tout le monde était d'accord. De dire Robert Monette, du syndicat du chantier maritime de Lauzon ... «qu'on nous en donne des bateaux à construire, y vont voir qu'on est vite à la CSN.»

Etes-vous timbré-e?

Lionel Biron, salarié de la CSN et président du *fan club* des Nordiques à Montréal, a apporté la timbreuse du service de distribution. Si vous avez des lettres urgentes ou des cartes postales à envoyer, c'est à la droite complètement, en haut de l'escalier mobile. L'heure de levée est 17 heures tous les jours. Lionel refuse cependant les télégraphes.

Guy-Guy le cuisinier

Guy-Guy Marsolais, salarié à la FNEEQ (région de Québec), a voulu impressionner l'avocat Jacques Larochelle en l'invitant à déguster chez lui de l'osso bucco ... au poulet. La prochaine fois, prends donc du jarret de veau

L'HOROSCOPE DE MIMI PINSON: Vos tête-à-tête seront passionnants. Il y aura des confidences et des aveux. Rejetez les conseils intéressés.

comme tout le monde! De toute façon, même si tu es établi dans la Beauce, on t'appellera pas le jarret noir pour autant.

Agenda du Couche-Tard

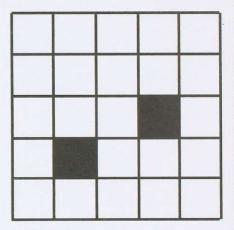
Mercredi le 9: la pleine lune. Nuit du 9 au 10: les loups-garous vont courir.

Jeudi le 10: élections.

Un grand inconnu

Réal Daoust veut qu'on parle de lui. On a rien à dire. Point.

Le Couche-Tard



Horizontal

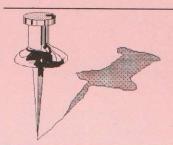
- 1. Boue fertile charriée par les cours d'eau.
- 2. Élargit l'ouverture.
- 3. Habille.
- 4. Lettre grecque.
- 5. Ville ouvrière, située juste à côté de Tracy, surnommée le centre de l'univers.

Vertical

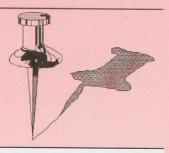
- 1. Ville québécoise portant le nom d'un Chevalier célèbre.
- 2. Bugle à fleurs jaunes et roses.
- 3. Maman en latin.
- 4. Charpente du corps. Pronom personnel.
- 5. Qui concerne les navires.

LA PENSÉE DU JOUR: The name of the game is pitching.

Feu Jerry Trudel



Babillard





À court d'argent?

La Caisse populaire des syndicats nationaux de Montréal a pensé à tout! Depuis hier et jusqu'à jeudi, de 11h à 15h30, elle tient un comptoir (à la billetterie) où vous pouvez vous procurer le «liquide» nécessaire à l'achat de l'exclusivité aperçue l'autre jour en vitrine, ou au paiement de vos frais d'hôtel... parce que vous avez déjà succombé à la tentation d'acheter ladite exclusivité!

«C'est un service tellement populaire, de nous déclarer, tout à fait sérieusement..., le gérant Pierre Marin, que l'on craint même de manquer d'argent!»

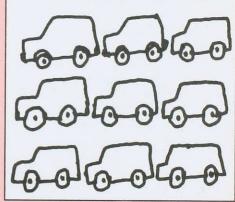
«C'est exact, ont confirmé les caissières Johanne Reignier et Suzanne Palmieri. Les congressistes apprécient vraiment ce service et ne se gênent pas pour nous le dire.»

Ça fonctionne évidemment en inter-caisses, mais détail intéressant, vous n'avez pas besoin (ni votre syndicat, d'ailleurs) d'avoir un compte dans une caisse populaire pour changer un chèque émis en vertu de l'aide aux petits syndicats qui assistent au congrès. Seule une pièce d'identité est requise.



En primeur pour les congressistes de la CSN (voir page 7)





Le croiriez-vous?

Une travailleuse de buanderie déplace chaque jour, drap par drap, l'équivalent en poids de neuf Renault 5!

Le groupe de recherche-action en biologie du travail vous invite à en apprendre davantage sur «Les mythes et la réalité de la santé des travailleuses» en visitant son exposition au local du comité de santé-sécurité (408-A), aujourd'hui même, de 9h à 19h.